



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Lancement d'une pétition contre la loi sanitaire et les régressions sociales à venir. Pour une politique sociale et de santé juste et démocratique.

Le 22 juillet dernier, une tribune était signée par des dizaines de responsables d'organisations syndicales, associatives et politiques, de santé, d'élus et de personnalités, d'horizons très divers*. Le 25 juillet, un accord était trouvé au Parlement pour une loi sanitaire conduisant à des régressions sociales inédites : possibilité de discriminer à l'embauche, de suspendre le salaire ou de licencier des salarié·e·s, en CDD ou précaires, parce qu'ils·elles ne sont pas vacciné·e·s ; refus de patient·e·s dans les hôpitaux pour la même raison ; plus largement, instauration d'un contrôle et d'une surveillance généralisés sur la population.

Il faut combattre la pandémie de façon juste et démocratique. D'autres mesures sont nécessaires pour cela. Devant la colère exprimée dans la rue et tout en appelant à une vaccination large et massive, un large arc de forces progressistes lance une pétition pour exiger une tout autre politique de lutte contre la pandémie. Une politique fondée sur la prévention et l'accès égal à la vaccination, des moyens bien plus importants pour la santé publique, la réduction des inégalités et la solidarité internationale :

<https://www.cgt.fr/actualites/sante/mobilisation/petition-loi-sanitaire-et-regressions-sociales-venir>

* https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/refusons-le-projet-de-loi-sanitaire-et-les-regressions-sociales-20210722_UB4ASS6UARC5PLCU3FJVN5VV7U/

Montreuil, le 28 juillet 2021